

**Pour diffusion le 9 juin à 10 h**

## Communiqué de presse

### **3<sup>e</sup> grève des professionnelles et professionnels de l'éducation**

### **« Attention à nos enfants, c'est peut-être le vôtre... qui sera privé de services professionnels »**

Montréal, le 9 juin 2021. – Toujours profondément insatisfaits de l'iniquité qui prévaut dans la négociation pour le renouvellement des conventions collectives dans le milieu scolaire, plus de 10 000 membres de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) prennent à nouveau le chemin des piquets de grève.

Pour cette troisième séquence de grève, les orthophonistes, les psychoéducatrices et les psychoéducateurs, les psychologues, les orthopédagogues, les conseillères et les conseillers pédagogiques, les conseillères et les conseillers d'orientation, les ingénieres et les ingénieurs, les analystes, les bibliothécaires, les conseillères et les conseillers en communication, etc., demandent que Québec négocie équitablement avec tous les acteurs du réseau scolaire pour éviter un exode massif vers le privé dans les prochaines semaines.

Dans le but de faire écho à l'exaspération croissante de ses membres, la FPPE-CSQ annonce que des écoles, partout, au Québec seront de nouveau fermées par des lignes de piquetage. Comme lors de la précédente journée de grève, la Fédération et ses syndicats ont conservé le mystère quant aux endroits précis jusqu'à ce matin.

« Le gouvernement Legault devrait engager sans tarder des sommes supplémentaires permettant l'amélioration des services professionnels aux élèves en difficulté et à besoins particuliers. Parce qu'investir dans les conditions de travail du personnel professionnel de l'éducation permet de soutenir concrètement la réussite de milliers d'enfants, partout au Québec. L'avenir de notre société mérite cet investissement, et la négociation actuelle est l'occasion de concrétiser cet engagement à l'endroit des services offerts à notre jeunesse. N'est-ce pas un projet de société emballant pour un gouvernement qui prétend faire de l'éducation sa "priorité nationale"? », questionne Sonia Ethier, présidente de la CSQ.

### **Une négociation inéquitable qui met en danger les services aux élèves**

Parce que le réseau de l'éducation est composé majoritairement de femmes, c'est tout son personnel, autant professionnel, de soutien qu'enseignant, qui accuse un important retard

salarial quand on le compare avec ses homologues de la fonction publique, du parapublic et du privé. Ce retard entraîne de graves problèmes d'attraction et de rétention dans le réseau, dans tous les corps d'emploi, qui contribuent tous à la réussite des élèves et au fonctionnement de l'école.

« Dans ses publicités, le gouvernement prétend qu'il ajoutera du personnel professionnel. Pourtant des postes demeurent vacants, malgré plusieurs affichages, dans la majorité des centres de services scolaires. Les conditions salariales y étaient déjà difficiles avant la négociation et la pandémie, et le gouvernement vient aggraver la situation en ne proposant rien de significatif aux tables. En choisissant d'apporter des correctifs salariaux visant seulement le groupe des enseignants, le gouvernement crée un déséquilibre qui mine le réseau de l'éducation au grand complet. Les élèves et les parents du Québec souhaitent et méritent d'avoir accès à des services publics efficaces. Pour y arriver, la négociation doit mettre fin au sentiment d'injustice et de colère des membres. Car ceux qui songent à quitter le bateau n'ont jamais été si nombreux..., et actuellement rien n'est fait pour les rassurer. L'écart salarial avec le privé, lui, n'a jamais été aussi grand et alléchant », soutient Jacques Landry, président de la FPPE-CSQ.

À un tel point que le syndicat craint en ce moment pour la survie de plusieurs corps d'emploi.

« Juin, c'est le moment de l'année où les centres de services planifient les effectifs et procèdent aux rondes d'affectations pour la prochaine année scolaire. Nous sentons qu'un grand nombre de professionnels sont sur le point de se désister de leur poste, et nous craignons des ruptures de services radicales dans la prochaine année. Le vrai mystère, ce sera de savoir combien il restera de professionnelles et de professionnels à leur poste, en bout de course », questionne Rémi Gaulin, président du Syndicat des professionnelles et professionnels du milieu de l'éducation de Montréal (SPPMEM-CSQ).

« Une question se pose : cherche-t-on à privatiser nos services? C'est une question qui concerne chaque Québécoise et chaque Québécois parce que ce pourrait être l'enfant, le petit-enfant, le neveu, le cousin de chacun d'entre nous qui sera privé des services professionnels auxquels il a droit pour réussir, et ça, c'est inacceptable », conclut Carolane Desmarais, présidente du Syndicat des professionnelles et professionnels de l'Ouest de Montréal (SPPOM).

– 30 –

## Profil de la FPPE-CSQ

La Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) représente 19 syndicats regroupant 10 000 membres répartis dans la quasi-totalité des centres de services scolaires du Québec, francophones et anglophones, ainsi que des commissions scolaires Crie et Kativik. Elle compte parmi ses membres différentes catégories de personnel dans les secteurs administratif, pédagogique et dans les services directs aux élèves (entre autres, psychologues, psychoéducatrices et psychoéducateurs, orthophonistes, conseillères et conseillers d'orientation, orthopédagogues, etc.).

## **Renseignements**

Karine Lapierre  
Conseillère en communication, FPPE-CSQ  
Cell. : 514-213-4412  
Courriel : [fppe.lapierre.karine@lacsq.org](mailto:fppe.lapierre.karine@lacsq.org)